

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés. unissez vous

N° 116

23 MAI 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P. 464- 75065 PARIS CEDEX 02

1,50F

après l'élection de Giscard,

REJETONS

**LES ILLUSIONS ELECTORALES,
ENGAGEONS NOS LUTTES**

une seule solution

la révolution!



PORTUGAL:

la suite du reportage
de notre envoyé spécial
Tobias Engel (p 8)

les masses face au bâtiment de la PIDE (Police Politique de Caetano)

GAGNER LA BATAILLE DE LA DIFFUSION

Nos camarades commencent à écrire au journal pour nous signaler les initiatives prises pour augmenter la diffusion, et les premiers succès enregistrés. Les 4 lettres que nous publions témoignent de cet effort. A chaque fois, on constate que l'esprit d'initiative, l'esprit d'offensive face aux révisionnistes et aux réactionnaires, l'ouverture de nouveaux points de vente, sont autant de moyens d'avancer vers notre objectif : doubler la diffusion, étendre l'influence du Parti.

Il faut intensifier cette bataille de la diffusion pour, le plus rapidement possible, atteindre cet objectif. La période de luttes qui va inévitablement suivre le succès du réactionnaire Giscard d'Estaing aux présidentielles, réclame que notre Parti fasse très largement connaître, par le moyen de son organe central, ses appels et ses propositions.

Personne ne doit rester à l'écart de cette bataille. Camarades, sympathisants, lecteurs réguliers du journal, tous doivent se mobiliser. Lecteurs isolés du journal, qui désirez commencer à le diffuser, comme certains ont déjà commencé à le faire, écrivez-nous ; nous vous indiquerons la marche à suivre. Camarades diffuseurs, qui enregistrez des succès dans vos ventes, écrivez nous pour faire profiter tous nos lecteurs de la manière dont vous vous y prenez.

st étienne

Samedi 11 mai, nous sommes intervenus au marché des Ursules, où d'habitude les ventes de Front Rouge étaient difficiles et les discussions peu nombreuses. Nous avons cette fois-ci confectionné des panneaux dénonçant Giscard et Mitterrand comme deux politiciens au service du Capital et appelant à l'abstention révolutionnaire. Prendre l'initiative de dénoncer la ligne révisionniste a été largement positif : les discussions ont été très nombreuses, nous avons vendu bien plus de journaux. Nous avons eu beaucoup de discussions autour de la question : Est-ce que Mitterrand, ça va changer beaucoup de choses ? Finalement, peu de gens nous ont reproché notre position, la majorité s'est montrée d'accord sur notre position. Des ouvriers ont signé la pétition d'appel à l'abstention révolutionnaire. Une leçon : Pour vendre notre journal, soyons offensifs !

Corr. St-Etienne.

orléans

A Orléans, nous tenons un nouveau point de vente du journal du P.C.R. (m-l) depuis quelques dimanches, sur un marché. La diffusion du numéro 114 a été un succès ; en une demi-heure, deux camarades en ont vendu une douzaine. La lutte du peuple portugais y était relatée dans un article de Tobias Engel, envoyé spécial de Front Rouge au Portugal ; les travailleurs portugais n'ont pas hésité à venir nous acheter le journal, et aussitôt des groupes de

travailleurs et leurs familles se sont formés pour lire ensemble les nouvelles.

Le large écho rencontré par cette vente ne peut que nous stimuler pour gagner la bataille de la diffusion. Multiplions les points de vente ! L'organe central est une arme efficace, correspondant aux besoins des masses !

Gagnons la bataille de la diffusion !

Corr. Orléans.

lyon

Dimanche 12 mai, sur le nouveau marché aux Puces, nous avons décidé d'une intervention renforcée pour expliquer pourquoi le P.C.R. (m-l) appelait à l'abstention révolutionnaire. Huit camarades vendent le journal, distribuent un tract devant la banderole : «Ni Giscard, ni Mitterrand, une seule solution, la Révolution». Une quinzaine de révisionnistes sont aussi là. Un camarade intervient immédiatement devant eux : il dénonce Giscard le responsable de la vie chère, Mitterrand et ceux qui le soutiennent les faux-communistes qui maintenant quémangent les voix gaullistes. Un attroupement important se forme. Beaucoup de travailleurs approuvent notre camarade, notamment des travailleurs immigrés. Les révisionnistes, dépassés, nous accusent : «vous aussi, vous êtes pour les élections puisque vous avez présenté un candidat». Magnifique occasion pour riposter ; un camarade explique aussitôt qui est A. Roustan, pourquoi nous l'avons présenté, pourquoi la bourgeoisie lui a interdit de parler. Affolés de nous voir vendre le journal, les révisionnistes vont jusqu'à dire : «Ils vendent leur journal



à des immigrés, pas étonnant, ils n'y comprennent rien !» Au moment où un camarade dénonce le programme commun, comme commun, depuis la déclaration de Marchais, aux faux-communistes et aux gaullistes, un travailleur français d'environ 45 ans s'approche de nous : «Donnez moi votre journal. Je ne suis pas d'accord à 100% avec vous, mais moi, ce virage à 180°, je ne peux pas l'accepter !». A 11h30, nous avons vendu tous nos journaux. Prendre l'offensive contre les révisionnistes, avancer résolument la ligne du Parti, c'est notre atout pour gagner la bataille de la diffusion.

Corr. Lyon

rhodia

A Rhodia-Belle-Etoile, depuis le début de la campagne électorale, nous sommes présents pratiquement tous les jours avec Front Rouge ou un tract du Parti aux portes de l'usine ou à la cantine. Chez les révisionnistes, inquiets de voir notre influence se développer, le ton a monté : à plusieurs reprises, ils ont tenté de saboter la diffusion par des injures et des calomnies et même d'isoler un camarade de l'entreprise pour lui casser la figure, en vain. Mercredi 15 mai, ils ont profité d'un moment où les ouvriers étaient peu nombreux pour insulter et bousculer violemment un camarade. Mal leur en a pris. Le lendemain, au moment où le camarade diffusait, tous les ouvriers sont venus lui serrer la main en signe de solidarité contre les révisionnistes et il a vendu le double de Front Rouge. C'est toujours une bonne chose de se faire attaquer par l'ennemi !

Corr. Rhodia-Belle-Etoile (St-Fons)

meeting à saumur

A Saumur, petite ville de 20.000 habitants, le P.C.R. (m-l) s'organise. Des jeunes travailleurs, des élèves de la cité technique participent activement à l'action du Parti.

Vendredi, s'est tenue une première réunion publique. Cela a été l'occasion d'afficher largement dans la ville, pour la première fois, les mots d'ordre du Parti. Un jeune camarade ouvrier explique ce qui l'a conduit à rejoindre le P.C.R. (m-l) notamment les conditions imposées par le capitalisme dans sa boîte : le travail à 53°, les produits nocifs : «J'ai perdu une partie de l'odorat et du goût depuis que je travaille dans cette usine».

Un camarade a parlé de la sélection sociale dans la cité technique, où on prend bien soin de séparer lycéens et élèves du CET, y compris au réfectoire. C'est dans cette cité que les camarades avaient organisé une grève le 6 décembre, pour unir la lutte des élèves avec celle des travailleurs. Le meeting pour l'abstention révolutionnaire s'est terminé par un débat qui a permis, notamment par les réponses au révisionniste de service, de bien montrer les positions du P.C.R. (m-l), à court et à long terme.

Correspondant Saumur.

le Parti réunit ses sympathisants

vaulx en velin

La cellule «Jeanne Labourbe» du P.C.R. (m-l) sur la ZUP de Vaulx-en-Velin a décidé d'organiser plusieurs réunions pour présenter notre Parti.

A la première de ces réunions, avaient été invités, des sympathisants de notre Parti, des membres des associations (Comité de Locataires, par exemple), où militent les camarades du Parti, des simples connaissances de la vie de tous les jours sur la ZUP... intéressés par notre Parti.

Une camarade a introduit le débat par un bref historique du mouvement communiste, montrant la nécessité de construire aujourd'hui un Parti pour faire la Révolution. Tout de suite, une travailleuse d'une quarantaine d'années ouvre la discussion en faisant part de sa crainte de la violence : «s'il y avait moyen de faire autrement, je m'en passerais bien volontiers» répond un sympathisant, puis des camarades montrent l'illusion que représente le «passage pacifique au socialisme» et

évidemment on aborde le problème des élections actuelles.

Puis un camarade présente les grandes lignes du Programme du Parti, les organisations qu'il impulse, le travail des communistes dans les usines. Les ouvriers, les ouvrières et les employés qui participaient à la discussion furent très intéressés par l'O.S.R.

Puis une question est posée : «Comment fonctionne le P.C.R. ?» à laquelle une camarade répond en expliquant les statuts du Parti, la préparation et le déroulement du Congrès Constitutif...

Au cours de cette réunion, notre Parti est devenu quelque chose de plus concret pour tous ceux qui y ont assisté. Bien que le débat sur les élections n'ait pas été très poussé, l'un des participants nous confiait à la fin de la réunion : «j'hésitais encore entre l'abstention et Mitterrand, je n'hésite plus, je m'abstiendrai».

Correspondant Vaulx-en-Velin.

roubaix

Cette semaine, les militants du P.C.R. (m-l) de Roubaix ont organisé une réunion de sympathisants et amis du Parti. Plus de 30 personnes sont venues pour mieux connaître notre ligne, notre tactique, nos expériences de lutte.

Une première intervention a situé la création du PCR (m-l) dans l'histoire de la lutte des communistes révolutionnaires français pour se doter d'un véritable Parti Communiste. Ensuite, un camarade ouvrier a exposé l'expérience de la lutte de classe dans son entreprise, notamment lors d'une récente grève. Enfin, un camarade a

montré toute l'aide que les sympathisants peuvent apporter au Parti en devenant eux-mêmes diffuseurs d'un ou de deux journaux par semaine, en collectant de l'argent pour Front Rouge, en distribuant autour d'eux (dans l'usine, dans leur quartier) des paquets de tracts du Parti, en envoyant au journal suggestions, critiques ou échos de leurs entreprises. A cette réunion, deux sympathisants ont demandé leur adhésion au P.C.R. (m-l).

Voilà une réunion qui a consolidé nos liens avec de nombreux sympathisants et amis, qui est une bonne base pour le soutien à FR et l'élargissement du Parti dans les masses.

Correspondant Roubaix.

référendum sur le divorce en Italie

cuisant échec de la démocratie chrétienne

«Voulez-vous que soit abrogée la loi du 1er décembre 1970 concernant les cas de dissolution du mariage ?». C'est sur cette question que portait le référendum du 12 mai, en Italie.

POURQUOI CE REFERENDUM ?

L'Italie, comme la plupart des pays européens, traverse une grave crise. La lire a perdu 17% de sa valeur depuis 73 et, sur le plan politique, aucun des différents gouvernements de «centre-gauche» n'a réussi à apporter un quelconque remède à la crise. Le dernier gouvernement RUMOR, le cinquième, composé d'un savant mélange de démocrates-chrétiens, libéraux, «socialistes» à la Mitterrand et autres sociaux-démocrates, a pris une série de mesures, comme les restrictions aux importations,

destinées en principe à «redresser l'économie», mais en fait à faire payer la crise aux travailleurs (voir F.R. No 114). Dans cette coalition, l'aile la plus réactionnaire, celle qui s'identifie le plus ouvertement aux intérêts de la bourgeoisie italienne, en cette période de crise, est la Démocratie Chrétienne (DC). Depuis plusieurs mois, celle-ci entendait remodeler à son profit l'équipe au pouvoir. Le référendum sur le divorce lui sembla être un bon moyen de se refaire une majorité de droite et de se démarquer des autres partis du gouvernement, ceux-ci s'opposant à elle sur ce point.

LE DIVORCE ET LA DEMOCRATIE CHRETIENNE.

La loi sur le divorce de 1970 a un caractère très restrictif (séparation

préalable de 5 ans et obligation de nourrir l'ancienne famille) qui la rend inapplicable pour les larges masses. Malgré cela, elle présente un caractère progressiste, dans la mesure où elle a réussi à échapper au Concordat (accord entre Pie X et Mussolini, toujours en vigueur, qui admet l'ingérence du Vatican dans les affaires d'état). C'est pour cela que la DC et les réactionnaires italiens les plus sombres ont sans cesse réclamé que cette loi soit soumise au référendum. La DC espérait se refaire une majorité sur cette question, parce qu'elle comptait sur l'appui du Vatican et sa très forte influence dans le peuple italien. En effet le Vatican s'est toujours montré un allié fidèle de la DC. En 1948, par exemple, à l'époque de la «guerre froide», il menait une

violente campagne contre l'URSS et le Parti Communiste Italien (PCI) appelant les catholiques à voter DC pour «empêcher les chevaux cosaques de s'abreuver aux fontaines de St-Pierre». La DC s'était également associée au soutien énergique des fascistes du Mouvement Social Italien (MSI), et mena une campagne hystérique sur les «méfaits du divorce».

ECHEC DE LA MANOEUVRE

Mais malgré ces efforts, la manœuvre a piteusement échoué. Près de 60% des électeurs se sont prononcés pour le «non», montrant ainsi qu'ils voulaient faire échec, à la DC et au Concordat. Echec de l'entreprise réactionnaire de la bourgeoisie italienne, mais surtout, échec de l'influence de l'Eglise dans les

masses italiennes. C'est un grand pas réalisé par le peuple italien pour se dégager du carcan de l'idéologie de soumission véhiculée par la hiérarchie catholique. Et cela même, dans les milieux ruraux où l'oppression des gros propriétaires et du clergé est très forte. C'est le signe d'une nette prise de conscience politique dans les masses. Egalement chez les militants du P.C.I., nombreux sont ceux qui refusent de continuer dans la voie du «compromis historique» (participation au gouvernement avec la DC) que le P.C.I. réclame depuis 30 ans, la DC s'étant agglutinée avec les fascistes.

Echec de la manœuvre de la DC, coup porté au révisionnisme... Des perspectives nouvelles s'ouvrent au peuple italien.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT

AVEC LE P.C.R. (m-l)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.R (ml)

La mort de Pompidou a été l'occasion, pour la bourgeoisie française, de donner au cirque électoral une ampleur sans précédent : face à la crise, il s'agissait pour elle, d'une part d'accélérer la révision de la politique extérieure gaulliste, déjà amorcée par Pompidou, de modifier au détriment des gaullistes le poids des forces politiques au pouvoir ; il s'agissait d'autre part, de renforcer les illusions réformistes électoralistes parmi la classe ouvrière et les masses populaires qui supportent de moins en moins de faire les frais de la crise. Malgré les apparences, on ne peut pas dire que son opération ait vraiment réussi.

APRES LE CIRQUE ELECTORAL

► Giscard, en rassemblant toutes les varités de la droite et de l'extrême droite, de Le Pen, Royer à Lecanuet, en passant par les gaullistes et avec le supplément de dernière minute de Servan-Schreiber, n'a réussi que de justesse à obtenir une majorité électorale. Ce faisant, il ne pourra avoir les mains aussi libres vis-à-vis des gaullistes pour mener une politique de conciliation avec Washington, au moment même où il est urgent, pour l'impérialisme français, de faire des choix décisifs dans la construction de l'Europe.

D'autre part, pour faire pièce à la démagogie de Mitterrand, Giscard a fait de la surenchère électorale et a promis toute une série de «mesures sociales». Il sera contraint, au moins dans les premiers mois, d'en réaliser un certain nombre, pour tenter de désamorcer les luttes de la classe ouvrière qui vont nécessairement se déclencher. Et cela, au moment même où il est prévu que les positions économiques de l'impérialisme français vont continuer de se détériorer.

► Mitterrand, de son côté, a bénéficié au second tour d'une certaine poussée électorale en sa faveur. Mais que signifie-t-elle ? Outre une mince frange de voix gaullistes, il s'agit surtout de l'espoir modeste, limité qu'en changeant le personnel «de droite» en place depuis 15 ans, il serait possible d'obtenir la satisfaction d'un minimum de revendications immédiates. Et c'est bien sur ce terrain que Mitterrand avait placé l'essentiel de sa campagne.

Est-ce à dire pour autant, que le bloc électoral de «l'Union de la Gauche» est amené à se développer et à passer automatiquement la barre à la prochaine occasion ? Est-ce à dire que les illusions réformistes, électoralistes qu'il entretient et sur lesquelles il s'appuie, vont se consolider ?

Rien n'est moins sûr.

Depuis 1972, les faux-espoirs entretenus par le programme commun se sont soldés par deux échecs successifs : mars 1973, mai 1974. Dans ces conditions, les travailleurs ne vont certainement pas attendre les prochaines élections, c'est à dire 4 ou 7 ans ! Ils vont à coup sûr, dès maintenant, engager la lutte pour faire payer à la bourgeoisie le prix de sa crise.

Cela veut dire que le P«C»F et les états-majors syndicaux CGT et CFDT n'auront plus de fausses perspectives électorales à court terme à opposer aux revendications et aux aspirations des masses.

Cela veut dire aussi que «l'Union de la Gauche» risque de se disloquer, si la bourgeoisie pour faire face au développement des luttes, à l'aspiration au changement choisit d'élargir au PS (ou à une fraction du PS), nouveau parti charnière, la majorité gouvernementale.

LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES

Le gouvernement réactionnaire formé par Giscard d'Estaing sera peut-être contraint, dans un premier temps, de lâcher un peu de lest et d'accorder quelques miettes dans l'espoir de désamorcer la colère des travailleurs. Mais quant au fond, rien ne sera réglé : l'inflation, le chômage continueront à s'intensifier ce qui signifiera pour la classe ouvrière la baisse continue de son pouvoir d'achat et les licenciements ; les impératifs de la concurrence et du profit conduiront à l'intensification toujours accrue du travail, ce qui signifie pour la classe ouvrière des conditions de travail de plus en plus difficiles.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'heure est à la lutte contre l'exploitation capitaliste. Soyons certains que la classe ouvrière n'acceptera pas de limiter ses revendications au contenu du programme de Giscard, comme prétend déjà le faire Marchais.

Soyons certains que la classe ouvrière n'acceptera pas le sabotage de ses luttes au profit d'un illusoire programme commun de gouvernement. Au contraire, la période qui s'ouvre verra nécessairement la classe ouvrière engager de grandes luttes pour la satisfaction des revendications fondamentales :

- 1.650 F pour 40 h, 200 F d'augmentation pour tous
- Pas un seul licenciement
- Non au contrat de travail à durée limitée
- Suppression du salaire au rendement et du salaire au poste, limitation des cadences.

Que partout, dans les entreprises, les travailleurs fassent

le bilan de la période passée, des belles promesses qu'on leur a faites, qu'ils confrontent ces promesses à la réalité de leur situation, qu'ils exigent des comptes de ceux qui les ont fourvoyés dans cette voie, qu'ils prennent en main leurs sections syndicales pour en faire des armes de lutte effectives contre le patronat.

Dans la période électorale, les marxistes-léninistes ont dû avant tout, lutter contre les importantes illusions électorales répandues par «l'Union de la Gauche» ; aujourd'hui, la situation est différente et ce sont les révisionnistes, coincés entre les exigences de leur alliance avec le PS et la volonté de lutte des travailleurs qui vont se trouver à contre-courant par rapport aux masses :

Au cirque électoral qui a déferlé sur notre pays pendant près d'un mois, au cortège de promesses démagogues faites de part et d'autre, succède aujourd'hui une situation de plus en plus favorable à la prise de conscience révolutionnaire des masses : la fièvre électorale, les beaux discours, les illusions répandues par les révisionnistes et les réformistes ont pu temporairement reléguer au second plan les préoccupations les plus vitales des travailleurs ; aujourd'hui peut apparaître en toute lumière le fait que les élections ne peuvent rien régler de décisif en ce qui concerne la situation de la classe ouvrière : aussi les révisionnistes et les réformistes auront-ils de plus en plus de mal à rendre crédibles leurs promesses électorales. Sous l'effet de la crise du capitalisme, la dégradation des conditions de vie des masses ne fera qu'empirer.

Les révisionnistes ont fait miroiter la possibilité d'une amélioration sensible et durable devant la classe ouvrière de son sort dans le cadre du régime capitaliste. Ils ont répandu l'idée que la lutte pour les revendications ne suffisait pas qu'il fallait une issue gouvernementale à la crise et ils ont largement propagé leurs perspectives politiques réformistes qui consistent à voir, dans l'attribution de quelques portefeuilles ministériels de l'Etat, toujours, le remède-miracle à l'exploitation de la classe ouvrière. Ce faisant, ils ont aidé et aideront, contre leur gré, la classe ouvrière à prendre conscience qu'il faut effectivement une issue politique à la crise du capitalisme et que cette issue ne peut être que la voie révolutionnaire, la voie tracée par le PCR (m-l), l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans.

le 20-5-74

Bureau Politique

du Parti Communiste Révolutionnaire (m-l)

TIRER AVEC LES MASSES LE BILAN DE LA CAMPAGNE

Le cirque électoral est terminé, le chapiteau démonté. Pendant près de deux mois les travailleurs ont été assaillis par les promesses démagogiques des candidats, les surenchères électorales... Aujourd'hui, 20 mai, ils font leurs comptes. Ceux qui avaient reporté leurs espoirs sur un éventuel succès de la gauche, s'interrogent aujourd'hui. Deux fois en un peu plus d'un an, ils ont vu les dirigeants des confédérations syndicales, Maire comme Séguy, les encourager à la trêve électorale et leur conseiller de reporter toute leur volonté de changement, dans une victoire par les urnes, deux fois ils ont été trompés. Plus que 0,8% des voix à gagner annonce le P«C»F, attendez la prochaine fois, ça sera le bon coup. Il va avoir de plus en plus de mal à convaincre : de nombreux travailleurs y compris dans les rangs du P«C»F, ne sont pas d'accord avec la campagne qu'a menée ce parti : la seule initiative que Mitterrand leur a laissée c'est de coller ses affiches. Pendant ce temps, ils ont vu successivement, une part importante des promesses revendicatives du Programme commun (pourtant bien éloignées des revendications véritables des travailleurs) jetée par dessus bord ou repoussée à un délai éloigné, la multiplication des garanties bourgeoises données par Mitterrand et le P«C»F aux capitalistes («avec la gauche au pouvoir il n'y aura pas de grèves, les travailleurs produiront beaucoup plus...»), ils ont vu la chasse effrénée aux chefs de file gaullistes, que d'après Marchais, presque rien ne sépare du P«C»F ! Et ce n'est pas l'annonce, faite par Marchais, et les chefs confédéraux, qu'ils entendent négocier sur la base du programme de

Giscard, qui peut rassurer les travailleurs : ils savent que les promesses de Giscard, hormis le SMIC à 1200 F, sont des plus floues et surtout qu'elles sont très éloignées de leurs véritables revendications sur les salaires, contre le chômage, contre l'intensification du travail.

Ainsi la situation nouvelle ouverte par la fin des élections est très favorable : aujourd'hui c'est le P«C»F, ce sont tous les réformistes et les révisionnistes qui sont ouvertement à contre-courant des aspirations et de la volonté des masses. C'est pourquoi il est important que les communistes révolutionnaires prennent l'initiative de faire le bilan de la campagne électorale avec les masses : il s'agit non seulement de discuter avec les travailleurs à l'usine, au porte-à-porte, mais de tenir des petites réunions où nous devons systématiquement aborder les questions : que nous a apporté cette campagne, pourquoi les états-majors confédéraux se sont engagés à 100% derrière Mitterrand, qu'est-ce qu'ils nous proposent maintenant ; il s'agit non seulement de préparer l'avenir des luttes revendicatives, mais aussi d'opposer à la seule et unique proposition politique du P«C»F, attendre la prochaine fois dans 4 ou 7 ans, (ou plus tôt, si Giscard le veut bien) d'opposer à cela la perspective de la révolution, et celle de rentrer dans notre Parti pour la préparer. Il s'agit d'appeler les travailleurs, y compris les travailleurs du P«C»F, ou fortement influencés par lui, à réclamer des comptes aux directions révisionnistes et réformistes. C'est un tel travail qui doit révéler aux masses que notre Parti, et lui, seul, répond à leurs aspirations révolutionnaires.

les travailleurs de Renault face au résultat électoral.

Renault, il est 6 h 30, Place Nationale, c'est le changement d'équipe. Depuis la veille, les travailleurs savent que Giscard est élu. Dans les cafés alentour, les discussions sont animées. Evidemment, pour les travailleurs qui attendaient une victoire de Mitterrand, c'est une déception. Mais, ce qui dominait, ce matin, parmi les travailleurs de Boulogne-Billancourt, c'était la colère, la volonté de lutter pour les revendications : «Giscard, on le fera mettre à genoux», «On ne va tout de même pas attendre 7 ans ; ce n'est pas possible». Déjà, on parle de l'action : «Ça va bouger, on ne se laissera pas faire».

Porte Emile Zola, ce sont des cars entiers qui déposent les travailleurs à leur lieu de travail : «De toute façon, ce n'est pas possible que Giscard tienne ses promesses, il méprise trop la classe ouvrière». L'ironie est de la partie : «S'il tient ses promesses, on en aura plus qu'avec le Programme Commun... Mais surtout, on se prépare à prendre l'offensive : «Avant les élections, les revendications étaient plutôt mises sous le boisseau. Maintenant, ça va bouger... Il faut que ça bouge, parce que, avec l'augmentation du coût de la vie, l'inflation, il y aura des luttes pour les salaires... Et puis, il y a quelque chose dont on ne parle pas assez, c'est la réduction de la TVA sur les produits de consommation, surtout l'alimentation... Il faut qu'on se batte là-dessus parce que le barème du coût de la vie est basé sur des choses qui ne sont pas achetées par les travailleurs : c'est truqué».

En même temps, nombre de réflexions traduisent des doutes, des questions des travailleurs sur Mitterrand et l'Union de la Gauche «De toutes façons, Giscard ou Mitterrand, cela aurait toujours été aussi dur pour boucler le mois. Enfin, on pouvait espérer quelques petits changements...» Place Bir Hakeim, un vieux travailleur nous déclare : «Mitterrand, il aurait peut-être fait un peu plus de social que les autres. Ce qui est dommage, c'est que les gens n'aient pas voulu essayer. Remarquez, on a déjà essayé une fois, après la Libération, et cela n'a pas été si formidable que ça. Parce que, si maintenant on crève avec la retraite à 65 ans, c'est la faute à qui ? A Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail... Retrouvez vos manches... Oui, c'est possible que Mitterrand ait pu faire mieux, mais il aurait fallu que ce soit vraiment pour les travailleurs». Car Mitterrand, cela n'a jamais vraiment soulevé l'enthousiasme : «Il faut dire que la gauche était plutôt mal représentée avec Mitterrand. Ils auraient pu trouver un autre pèlerin que ce gars-là», ajoute un travailleur.

On approche de l'heure limite pour pointer, aussi les réflexions se font plus concises, mais n'en sont pas moins claires : «Ça va barder...», «Sûrement qu'on ne va pas attendre 7 ans...», «La trêve électorale, ça va un temps. Maintenant, ça va bouger, il va bien falloir qu'on impose nos revendications... et pour cela, il y aura des grèves, c'est sûr...»

dernière minute

PARIS : SAUVAGE AGRESSION CONTRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Judi, vers 18 h 30 à Paris, un des travailleurs ayant fait la grève de la faim, rue Dulong, dépourvu de ressources, passe au métro sans ticket. Quatre agents de la RATP l'arrêtent et lui confisquent sa carte de travail et sa carte de séjour, profitant du fait qu'il ne parle pas le français. Cinq colleurs d'affiches, appelant à un meeting pour la Palestine, qui se trouvaient à proximité reviennent avec lui pour expliquer sa situation.

Un agent de la RATP les invite alors à entrer dans une salle de service soi-disant pour «discuter» mais, ce n'est qu'un piège : les six travailleurs sont aussitôt tenus en respect par les flics de la RATP armés de pistolets.

Des flics arrivés en car débarquent, se ruent dans le métro, matraquant dans tous les sens, ils blessent les six travailleurs dont un se retrouve la tête ensanglantée. Des témoins qui s'étaient rassemblés, huent les flics.

Embarqués au Commissariat du 10ème, les six sont transférés le vendredi matin, au parquet, comme des «droit commun».

Dans la nuit de vendredi à samedi, on apprend que les six seraient jugés en flagrant délit, le samedi à 15 heures.

Le samedi, une centaine de travailleurs immigrés ripostent : ils prennent place au tribunal et décident de ne pas en sortir. Cinq des six travailleurs sont alors libérés, mais NAYAR HACENE, blessé assez gravement, n'est pas relâché et est inculpé de «violence à agent de la RATP et à agent de la force publique».

Opposons-nous à toute recrudescence des agressions racistes par la police ou les commandos manipulés par l'impérialisme français, qui laisse les sionistes défilés dans Paris aux cris de «Arabes assassins».

- HALTE AUX CRIMES RACISTES !

- SIONISTES FASCISTES ASSASSINS !

- PALESTINE VAINCRA !

- TRAVAILLEURS FRANCAIS IMMIGRES UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

le 20-5-74

Plan Montjoie, rapport de la Genière

LA REALITE DES PROMESSES DE GISCARD

La publication, à la veille du second tour, d'une note de De La Genière, directeur du budget, remise au gouvernement en mars, à la veille de la mort de Pompidou, qui fait le bilan de la crise économique et propose ses solutions pour 1975, confirme la démagogie des promesses électorales de Giscard.

Cette note, émise par un haut fonctionnaire du ministère des Finances, que Giscard déclare «apprécier pour sa compétence» va d'ailleurs dans le même sens que le rapport du Commissaire général au Plan Montjoie, révélé au début du mois.

Sur ces deux dossiers, le candidat Giscard est resté très discret, tout au plus a-t-il dit que la note du directeur du budget n'était qu'un document de travail, cela fait tout de même deux documents de travail qui convergent et qui ne sont démentis par aucun autre. On comprend les silences de l'équipe de Giscard d'Estaing sur le fond de l'affaire, car la logique de ces deux documents, c'est celle de la politique qu'il déclarait vouloir entreprendre au mois de Janvier, affirmant la nécessité de travailler un 13ème mois pour l'exportation donc de restructurer l'économie dans cet objectif, en favorisant les investissements dans les entreprises bien placées pour l'exportation? Cette politique Giscard ne la renie pas, simplement il en parle à mots plus couverts lorsqu'il s'agit de ramasser des voix. Car les conséquences prévues, pour les travailleurs, par ses experts collent mal avec ses promesses électorales. Jugeons en par les grandes lignes de ces deux rapports. L'un comme l'autre prévoient un fort déficit budgétaire (de l'ordre de 650 millions de francs en 75 sur un budget de 200 milliards de francs, d'après le directeur du budget) ceci même en tenant compte des plus-values fiscales, c'est-à-dire des excédents rapportés par les hausses de TVA consécutives aux hausses des prix.

La poursuite du financement de la série de projets coûteux, notamment en matière d'aéronautique civile, ce à

quoi Giscard a déclaré être très attaché, est subordonnée, affirment Montjoie et La Genière, à un double «effort» (pour les travailleurs bien entendu).

1) D'une part, doivent être réalisées des économies budgétaires notamment par la hausse des tarifs publics, de manière que soient réduites les subventions aux entreprises nationales, et par le report ou l'abandon des projets sociaux.

2) D'autre part, il faut trouver des recettes supplémentaires, c'est à dire qu'il faut «maintenir ou aggraver la pression fiscale» que ce soit par les impôts directs ou indirects. Maintenir la pression fiscale pour la bourgeoisie, cela signifie déjà l'aggraver, (compte tenu de l'inflation). C'est-à-dire en clair, augmenter les recettes d'Etat par la croissance de l'impôt. Voyons cela plus en détail : le programme de Giscard c'est de faire payer la crise aux travailleurs.

Hausses des prix. Le rapport Montjoie préconise ce qu'il appelle «une hiérarchie des prix plus conforme à la rationalité économique». Il indique par exemple qu'une politique des tarifs publics plus élevés que celle, définie jusqu'à présent, permettrait dès 1975 de réduire de près de 2 milliards l'accroissement des dotations budgétaires. Ou pour être plus précis comme ajoute De La Genière : «ces perspectives impliquent... que la hausse tarifaire soit portée au 1er avril de 6,5 à 10%». Le timbre poste passerait bientôt à 1 F. «Il faut aussi s'attendre à des hausses importantes sur le papier, les huiles alimentaires, la verrerie, la métallurgie», secteurs industriels à propos desquels Giscard avait expliqué que la répercussion des hausses des matières premières a été tellement différée et étagée qu'elle continuera à faire sentir ses effets sur les prix de détail, au moins jusqu'à l'automne. Le catalogue bien chargé contredit les promesses réitérées de Giscard de lutte contre la hausse des prix.

Impôts «Il serait évidemment dangereux, poursuit le rapport Montjoie de prendre en 74, une mesure générale d'allègement de la



Giscard - ex-truc, président de la république et président du C.N.P.F.

TVA». Au contraire, il s'avère nécessaire «d'augmenter les prélèvements sociaux de la fiscalité d'Etat». Le semblant d'alternative que propose le directeur du budget, c'est ou bien accroître les recettes fiscales en faisant payer les travailleurs ou bien abandonner certaines dépenses et ne pas respecter les promesses électorales. Giscard risque plutôt de choisir les deux solutions. Mais alors que reste-t-il des promesses de réduction des taux de TVA?

Blocage des salaires. La principale mesure «sociale» proposée par le plan

Montjoie, consisterait à «garantir à tous les salariés le maintien de leur pouvoir d'achat». Voilà qui n'est pas rassurant du tout, alors que quand on nous parle de progression du pouvoir d'achat c'est déjà le contraire qu'on constate.

Le rapport croit utile de préciser : «En principe, les négociations contractuelles, dont la pratique doit autant que possible être sauvegardée, porteront sur des compléments limités du pouvoir d'achat, ces compléments pouvant cependant être suspendus pour des périodes

exceptionnelles où une plus grande sévérité apparaîtrait nécessaire».

Quant à la revalorisation du pouvoir d'achat des allocations familiales, aux mesures spéciales en faveur des handicapés, à la réforme de l'allocation logement, Montjoie les estime dangereuses pour l'économie. La direction du budget réclame carrément quant à elle «une pause dans l'extension des transferts sociaux».

Voilà bien ce à quoi Giscard nous prépare, par delà sa démagogie. La classe ouvrière fera échec à ce plan, la bourgeoisie doit payer la crise!

les promesses de giscard

SALAIRES : * «Progression des bas salaires deux fois plus rapide que celle des revenus élevés».

* Le SMIC à 1200 F avant la fin de l'année.

* Suppression progressive du salaire au rendement.

PRIX : * «Abaissement progressif des taux de la TVA».

SECURITE SOCIALE : * Effort «exceptionnel» pour la recherche

médicale et la prévention.

* Accroissement annuel du pouvoir d'achat des prestations familiales.

* Allocations de 20 F pour les personnes âgées avant 1975.

EMPLOI : * Renforcement de l'indemnisation du chômage.

* Protection particulière des chômeurs victimes de licenciements collectifs.

Ces promesses que le candidat Giscard a faites pour s'approprier quelques voix de travailleurs, l'élu Giscard les tiendra-t-il?

Les travailleurs, qui ne reconnaissent pas leurs propres revendications dans ces promesses ne laisseront pas l'ancien ministre de la TVA et des hausses des prix les abreuver de ces mots, ils mèneront la lutte pour leurs propres revendications.

un travailleur réunionnais immigré en France accuse l'impérialisme français

Dans les DOM-TOM, la bataille a continué à faire rage au second tour : les suffrages de ces colonies risquant d'être décisifs pour l'issue du scrutin. D'un côté comme de l'autre, on rivalise de procédés ignominieux, symboles du mépris profond que révisionnistes et réformistes d'une part, réactionnaires de l'autre, portent aux masses des Antilles, de la Réunion, de Djibouti. D'un côté Giscard, c'est la fraude la plus éhontée : fausses attestations de vote par correspondance, inscriptions multiples sur les listes électorales. La corruption ouverte : des femmes se voient promettre 100 francs CFA si elles rapportent un bulletin Mitterrand, le cours d'achat de la carte d'électeur a monté à 500 francs CFA pour un vote. Les pressions publiques : un gros industriel du sucre annonce à ses ouvriers qu'il les emmènera lui-même aux urnes ; le député de St-Joseph secrétaire général de l'UDR à la Martinique, envoie une lettre à tous les abstentionnistes qu'il a recensés au premier tour sur les listes électorales de sa commune pour les enjoindre de voter Giscard.

Côté révisionniste, on rivalise de déclarations pour bien montrer que ce n'est pas vrai, qu'on n'est pour l'indépendance et que les Antilles c'est bien la France... Gilbert Mitterrand, en lisant le message de papa à Basse Terre, en Guadeloupe, précise à la

foule : «On vous ment. Voter pour François Mitterrand ce n'est pas voter pour l'indépendance!». Le peuple guadeloupéen le savait déjà ! il savait déjà que les deux candidats à la gestion des intérêts de l'impérialisme français entendent maintenir le joug colonial sur son pays : il y a eu 65% d'abstentions. Les travailleurs guadeloupéens comme beaucoup d'autres dans les «DOM-TOM» ne se sentent pas concernés par un vote pour désigner le chef de l'impérialisme français qui pille leurs richesses nationales, leur ôte tout leur patrimoine national culturel, les oblige à s'expatrier en métropole. Un nombre, de plus en plus grand, rejoint les organisations patriotiques qui luttent pour l'indépendance. Nous avons interviewé un travailleur réunionnais obligé d'émigrer en France, actuellement cheminot, travaillant au service équipement de la SNCF dans la région de Metz. Il nous a expliqué pourquoi il a refusé de voter.

F.R. En ce moment les élections présidentielles se déroulent, qu'est-ce que ça veut dire pour toi ?

R. Ça ne change pas grand chose pour moi. C'est quelque chose qui, au chantier, intéresse surtout les Français. Je n'ai pas voté, moi je suis soi-disant fonctionnaire français titulaire et j'ai fait mon service militaire mais

qu'est-ce que ça veut dire ? A la Réunion il y a un soldat français pour 27 habitants et en France ? A la Réunion il y a un actif sur deux qui est chômeur et en France ? Dans ma classe, à l'école, lorsqu'on est sorti (à 16 ans) 8 sur 30 savaient où aller travailler...

F.R. Dans les PTT, à la RATP, dans les hôpitaux et à la S.N.C.F. il y a beaucoup de Réunionnais, pourquoi ?

R. Il y a des fonctionnaires (des rabatteurs, si tu veux) qui viennent dans les CET pour nous promettre du travail en France, un bel avenir et un retour brillant au pays. La préfecture édite une petite brochure sur les «métiers d'Etat» pour nous, et une autre sur «le potentiel humain de la Réunion» pour les patrons en France.

F.R. Qu'est-ce qui t'a amené ici toi, et comment s'est passée ta «transplantation» ?

R. Comme les autres un mirage et la peur du lendemain (le chômage). On nous avait passé un film à l'école sur la S.N.C.F. On voyait le «Trans Europe Express» et des contrôleurs de route en bel uniforme. On nous a dit : «Pas de problèmes, vous aurez un voyage entièrement gratuit tous les cinq ans pour revenir à la Réunion». Moi je ne suis pas rentré depuis 3 ans et maintenant la S.N.C.F. dit qu'elle ne payera plus que 80% du voyage.

Quand on est arrivés (à une vingtaine)

on nous a dit : «Vous irez au VB». Nous on ne savait pas ce que ça voulait dire. «Vous aurez 1000 francs de base pour commencer». Il y a 3 ans, ce n'était pas trop mal. Mais pour cela on a passé deux fois les tests et examens d'entrée : une fois chez nous et une fois à Paris. A croire qu'on n'était pas comme les autres ? Et maintenant attends, je n'ai pas tout dit : les 1000 francs promis sont devenus 830 francs sur ma première fiche de paye. Et puis on a expédié une quinzaine d'entre nous sur les vingt, en Moselle. Aujourd'hui, il n'en reste plus que huit. On nous a logés dans de vieux wagons, le premier hiver où je suis arrivé. Et au bout d'un an la prime d'éloignement (250 francs) a sauté : pour la direction nous avions eu le temps de nous habituer et de nous intégrer.

F.R. Est-ce que c'est le cas pour toi ?

R. Oui et non, avec les camarades français révolutionnaires, comme vous, d'accord, il n'y a pas de différence. On est tous du même côté. Mais au travail, tous les jours, ce n'est pas tous les jours pareil. Où je travaille, je suis le seul noir de la brigade. Les autres au début, surtout le chef de canton me parlaient petit nègre : «Toi prendre pelle». Le chef m'a demandé si j'avais déjà vu une bicyclette et si chez moi c'était la brousse. C'est humiliant. Lorsqu'on sort avec d'autres

camarades de la Réunion et des Français, lorsqu'il y a un contrôle de police, les flics ne me croient pas lorsque je dis que je suis Français. Trois ans après, je ne gagne encore que 1160 francs par mois. Une fois déduit 180 francs de loyer pour une petite chambre dans un foyer de célibataires S.N.C.F. (fermé à 20 heures) il me reste 980 francs pour vivre. Voilà ce que c'est que d'être cheminot et Réunionnais en France en 1974 ! C'est pas les promesses du président qui changeront beaucoup.

F.R. Qu'est-ce que tu attends alors ?

R. De l'entraide et de l'amitié entre nous - Réunionnais ou Martiniquais - pour affirmer notre personnalité. Des réunions amicales culturelles (dans notre culture nationale) ça n'existe pas ici pour le moment. Des militants français pourraient nous aider à trouver les moyens. Et puis dans le syndicat, faire quelque chose d'autre que recevoir des tracts et payer son timbre. Avec vous il faudrait qu'on s'exprime, que ce qu'on dit aujourd'hui, soit connu de tous les syndicats pour combattre le racisme de certains. Si on se sent chez nous au syndicat on luttera mieux. Pour ça c'est bien de se connaître et de s'organiser, tous ceux qui veulent un vrai syndicat de lutte, comme ça a été dit à cette réunion d'Opposition Syndicale Révolutionnaire.

AUTOMOBILE: les travailleurs ne feront pas les frais de la crise!

L'industrie automobile, qui occupe une très grande place dans l'économie des pays capitalistes, connaît une crise persistante. Pour les constructeurs français, le ralentissement des ventes n'a pas cessé depuis la fin de l'an dernier. La transformation des carrières de Flins en gigantesques parkings pour Renault et Simca, au cours des derniers mois, illustre le gonflement considérable des stocks en France qui dépasseraient 100.000 véhicules. Fait significatif: les résultats du début du printemps: pour mars, mois où la demande dépasse habituellement de 25% celle des autres mois, les ventes de voitures ont reculé par rapport à mars 1973.

- de 20 à 25% sur le marché intérieur: la baisse du pouvoir d'achat des masses populaires, se combinant avec l'augmentation rapide du prix des voitures, (plus de 40% de 68 à 72) plus de 6% depuis le début de l'année, rétrécit le marché intérieur.
- de 11,5% en ce qui concerne les exportations: le rétrécissement du

marché pour les mêmes raisons dans les pays capitalistes européens, a des répercussions considérables sur l'industrie automobile française. Parce que ces pays sont les principaux clients étrangers, alors que plus de la moitié de la production française est exportée. Les décisions du gouvernement italien accroîtront encore ce recul.
Cette situation ne peut que développer une concurrence déjà vive entre les constructeurs.

La hausse des prix de l'essence, voulue par les trusts du pétrole, en prenant prétexte des justes mesures de relèvement des prix par les pays producteurs, renforce encore cette concurrence entre constructeurs. En effet, les commandes de grosses cylindrées - qui consomment le plus d'essence - et sur lesquelles les constructeurs font le plus de bénéfices, diminuent. Mais, tous ne sont pas touchés de la même façon: par exemple Renault, qui produit

beaucoup de petites cylindrées est nettement plus avantagé que d'autres. C'est ainsi qu'en mars, seul Renault a pu encore accroître sa production, pendant que les trois autres grands constructeurs de France la réduisaient. Et, bien entendu, pour conserver leur position, les constructeurs font retomber tout le poids de leurs difficultés sur les travailleurs; Simca-Chrysler, un des plus touchés a pris des mesures draconniennes pour réduire l'emploi comme nous le montrons ci-contre.

Les constructeurs ont à affronter non seulement la concurrence entre eux, mais aussi, la concurrence avec certains de leurs fournisseurs qui détiennent le monopole de leurs spécialités et sont eux-mêmes touchés par le ralentissement de la vente des voitures: «Nous n'avons aucunement l'intention de prendre en considération les éventuelles demandes de rabais de nos clients constructeurs», déclare la direction de St-Gobain, fournisseur de verre plat pour l'automobile.

Les capitalistes de l'automobile, qui entendent défendre leurs marchés par des prix concurrentiels, et maintenir leur profit en diminuant les coûts de production, comptent sur la réduction des frais de main d'œuvre par la mise au chômage total ou partiel de nombreux travailleurs et l'exploitation accrue des ouvriers embauchés.

La menace du chômage pèse non seulement sur les 310.000 salariés directement employés dans l'automobile, mais aussi sur des centaines de milliers d'autres dont le travail est lié à l'automobile.

- ce sont les employés des fournisseurs touchés par le ralentissement des ventes et de la production automobile. Ainsi, par exemple, chez les fabricants de pare-brise, essentiellement BSN et St-Gobain, dont la direction a obligé les travailleurs à prendre plusieurs jours de «congé anticipé» (pris sur les congés annuels) dans plusieurs de ses usines françaises.

- ce sont aussi les travailleurs des entreprises sous-traitantes dont les patrons, mis en difficultés par les trusts dont ils dépendent, se rattrapent en exploitant plus durement leurs ouvriers. Le patron d'une entreprise de fonderie d'alliages légers se plaint: «Chrysler-France refuse les facturations de l'augmentation de l'aluminium dont les incidences avaient été admises le 1er janvier dernier. Les pièces sont maintenant livrées...»

Les conséquences pour les travailleurs, c'est par exemple chez DANROY, qui fait le chromage et le polissage pour Chrysler et d'autres constructeurs: la réduction de la semaine de travail à 32 heures, avec perte de salaire, de 200 à 300 F par mois pour les ouvriers. Mais, ainsi que l'indique notre correspondant d'Amiens, dans ces entreprises, comme dans les grosses boîtes de l'automobile, les travailleurs sont bien décidés à ne pas payer la crise du capitalisme.

SIMCA: 6000 emplois supprimés en 6 mois!

Chez SIMCA-Chrysler, à Poissy, dont 64% de la production est exportée; surtout vers l'Italie, la production est passée de 2.170 voitures par jour à 1.700 aujourd'hui. Toute la gamme est touchée: la baisse des ventes qui est de 20% pour la SIMCA 1000 atteint 30% sur les autres cylindrées. 2000 travailleurs des presses, qui étaient en 3 x 8 sont passés en 2 x 9. Pour la Chrysler, 500 travailleurs qui étaient en équipe 2 x 9 passent en une seule équipe à la journée.

Pour réduire au maximum le coût de la main d'œuvre, la direction a mis en œuvre tout l'arsenal de mesures dont dispose aujourd'hui le capitalisme pour procéder à des licenciements déguisés. A la direction, on se félicite d'avoir aujourd'hui ce qu'on appelle une gestion «plus rationnelle»: «il y a quelques années, par exemple, lorsque quelques ouvriers étaient de trop dans un service, il arrivait que le chef les repasse provisoirement à un autre service. Heureusement, aujourd'hui, cela n'a plus cours...»

Outre les jours chômés à SIMCA, comme dans le reste de l'automobile, la gestion «rationnelle», c'est la suppression de 6.000 emplois depuis décembre, les effectifs passant de 24.000 à 18.000 travailleurs.

Ce sont les travailleurs étrangers, au nombre de 10.000, surtout des travailleurs marocains, qui ont subi les premiers cette gestion «rationnelle» depuis décembre, ils se voient refuser le renouvellement de leur contrat d'un an ou de trois ans, lorsqu'il arrive à expiration; alors que beaucoup trouvant difficilement un autre travail, voudraient le renouveler. De plus en plus souvent, les agents de la CFT viennent leur demander de prendre des congés sans salaire, pendant plusieurs mois: «c'est dans ton intérêt!», la direction appelle ça une «offre».

La gestion «rationnelle», c'est aussi l'utilisation et la mise à la porte de milliers de travailleurs intérimaires. Ils étaient 5.000 à Poissy, soit un ouvrier sur cinq, ils sont renvoyés en masse.

A noter que l'intérim est largement utilisé dans l'automobile: ainsi à Flins, Renault a sa propre entreprise d'intérim qui fonctionne toujours, alors qu'en face, le bureau d'embauche de Renault affiche porte close. Là, les intérimaires qui étaient 3.600 sur 20.000 travailleurs, voici trois mois, ne sont plus qu'un millier aujourd'hui. A Simca-Poissy, la direction procède aussi à des mises à la retraite anticipée, avec pertes de salaires (20% en moins de salaire que le travailleur toucherait en travaillant de 60 à 65 ans). Ceci concerne pas moins de 6.000 travailleurs.

Bien entendu, la direction se réserve le droit de faire appel à de nouveaux

travailleurs immigrés sous contrat et de nouveaux intérimaires dès qu'elle le jugera nécessaire, quitte à les renvoyer quelques temps après.

Avec la réduction des effectifs, la diminution de la production n'amène évidemment aucune amélioration des conditions de travail pour les travailleurs de Poissy encore employés. Aucune chance de voir réduire, par exemple, les accidents du travail qui se montaient, en 1973, à 2059 (soit 9% de plus qu'en 1972) avec 144 incapacités permanentes.

Mieux, ce sont les brimades, les

punitions que la direction et ses larbins distribuent généreusement: mises à pied, travail à la chaîne (parce que le travail à la chaîne est considéré par la direction comme une punition!) pour des travailleurs des presses ayant acquis la réputation de «ne pas se laisser faire».

Quant aux pertes de salaires engendrées par le passage des 3 x 8 sur 2 x 9, elles sont partiellement compensées par l'augmentation de deux taux, mais la direction récupère cela en retardant cette année la hausse de 6% donnée en deux fois qu'elle accorde les autres années.

des travailleurs de simca témoignent

La Coudraye, située à quelques kilomètres de Poissy, est un des plus anciens des «foyers-SIMCA», foyer de célibataires où français et immigrés sont soigneusement divisés dans des bâtiments distincts où toute visite doit se faire sur autorisation du surveillant du bâtiment, et où toute présence politique est interdite, exceptée, bien sûr, celle de la CFT... Notons, comme l'annonce fièrement la direction dans son livre blanc sur les «réalisations sociales» que ce foyer «a servi de modèle à la législation française en cours sur l'hébergement du personnel immigré».

C'est là que nous avons rencontré des travailleurs de SIMCA qui nous ont expliqué comment ils sont aujourd'hui touchés par la crise dans l'automobile et comment la direction met tous ses moyens en œuvre pour acculer les travailleurs... à quitter l'usine: «L'embauche est arrêtée depuis décembre, mais surtout depuis cette date, ils refusent de renouveler les contrats à tous les immigrés: dès qu'ils arrivent à expiration, c'est la porte. En décembre, j'ai vu des cars entiers partir d'ici avec des travailleurs, notamment marocains, dont on refusait de renouveler le contrat; le foyer qui était plein à craquer est maintenant à moitié vide...» C'est Ahmed, algérien, qui parle, dans sa chambre fermée à double tour, «au cas où quelqu'un viendrait»: «Jusqu'ici, je n'avais pas eu de sanctions et voilà qu'en 5 mois, j'attape 3 avertissements sous prétexte que j'avais mal fait mon boulot ou que j'étais resté trop longtemps aux WC ou à la cantine, j'ai même été convoqué au bureau... Là, le contremaître était en train de remplir une feuille de licenciement... Finalement, je me suis retrouvé avec trois jours de mise à pied. Et je ne suis pas le seul dans ce cas, les avertissements tombent pour un oui ou pour un non». D'ailleurs, un représentant de la direction disait la veille: «Oui, on doit être plus sévère pour les fautes professionnelles», n'hésitant pas à avouer qu'il arrive qu'on licencie jusqu'à dix travailleurs en une journée sous ce prétexte.

Ahmed continue: «Ici, on est sans arrêt sur le qui-vive, ce que cherche la direction avec l'aide de la CFT, c'est qu'on s'écrase et que, écourés, on finisse par partir soi-même... Car ce qu'ils veulent aujourd'hui, c'est réduire au maximum le personnel».

Effectivement, tous les moyens sont bons, témoin ce travailleur marocain, syndiqué à la CFT: «C'est un délégué CFT qui est venu me trouver: «si tu veux en profiter, la direction accorde 3 ou 6 mois de congés sans solde à tous les étrangers, comme ça tu pourras aller voir ta famille...» Les congés sans solde, je sais ce que c'est: l'an passé, j'ai un copain qui travaille chez Renault qui est parti trois mois comme ça, quand il est revenu, la direction lui a dit: «Y'a plus de boulot, mais si tu veux, on peut te reprendre comme intérimaire» aujourd'hui, il est au chômage, car que ce soit chez Renault ou chez Simca, les intérimaires, ils s'en débarrassent».

Les travailleurs immigrés et les intérimaires sont effectivement les premiers touchés, mais SIMCA se donne encore d'autres moyens pour supprimer des emplois: c'est plus de 5.000 travailleurs que la direction veut mettre en pré-retraite à 60 ans. Quant aux horaires, ils sont passés de 43 h15 à 40 heures et bien sûr cela veut dire une retraite et des salaires encore plus bas. Et Simca ne se contente pas d'exploiter les travailleurs sur leur lieu de travail, les foyers aussi lui appartiennent: «Si on paye 180 F chacun, ça veut dire que la pièce que tu vois, on la paye 540 F à nous trois... A chaque instant, le gardien peut rentrer pour un oui ou pour un non».

Cahourep

A ROYE, dans la Somme, l'usine CAHOREP occupe 120 ouvriers dans la fabrication des volants, tableaux de bord et accessoires automobiles pour Renault, Berliet, Citroën, etc... En mars dernier, la direction licenciat 18 ouvriers et ouvrières. Aussitôt, les ouvriers se mettaient en grève avec occupation de l'usine jour et nuit, exigeant la réintégration des licenciés, la garantie de l'emploi, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité. Après 3 semaines de lutte, la direction accordait la garantie de l'emploi (les licenciés étant toutefois reclassés à Montdidier), la mensualisation de 32 travailleurs horaires, l'augmentation de 3,5% des salaires et des garanties pour les mesures de sécurité.

Les bonzes de UD-CFDT estimaient que la lutte menée par la section CFDT de l'usine devait s'arrêter là. Mais aujourd'hui à CAHOREP, la lutte continue, car la grève a radicalement changé la situation dans l'usine, elle a mis les travailleurs en position de force. Chaque jour, la lutte continue en particulier par des montées au bureau, par des menaces d'action, pour obtenir toujours plus de satisfaction; les travailleurs ont exigé et obtenu la construction d'un réfectoire, d'un local syndical, le prêt de combinaisons, gants, masques, la mise en service d'un matériel de lutte anti-incendie et la pose de bouches d'aération pour les postes où sont maniés des produits toxiques.

Les travailleurs ne paieront pas la crise dans l'automobile!
Oui, à CAHOREP, la lutte continue!

Corr. Amiens

Chausson (Gennevilliers)

(Chausson produit principalement pour Renault et Peugeot)

Baisse de production

Le 304 coupé Peugeot: la production est passée de 30 par jour à 17 par jour.

La SM Citroën: de 19 par jour à 9 par semaine.

Les traverses de 404: l'atelier en équipe passe en «normale».

J 7 Peugeot: la production reste stable mais 12 voitures par jour vont en stock.

A Chausson-Maubeuge (Renault R 15 et R 17), les travailleurs en équipe sont passés en «normale».

Licenciements camouflés.

Les brimades se multiplient, les chefs distribuent des avertissements pour un oui ou pour un non, afin que les ouvriers prennent leur compte. L'embauche étant bloquée, ils ne sont pas remplacés.

En mars, il y en a eu ainsi 200 de ces licenciements camouflés. Des intérimaires, qui représentaient 5 à 10% des 3.000 travailleurs de Chausson-Gennevilliers, sont mis à la porte.

Pour le moment, il n'y a pas de jours chômés, ni de licenciements ouverts. La direction maintient la production pour faire un stock important, utile pour briser les grèves éventuelles et prendre des mesures plus radicales au moment des congés. Pour nous décourager de lutter, les chefs mettent en avant la constitution de ces stocks: «vous pouvez bien faire la grève, il y a des stocks en pagaille».

Des travailleurs marocains sous contrat, qui partent en juillet, risquent de se voir refuser le réembauchage.

Pour les travailleurs qui gardent leur emploi, c'est:

- l'intensification du travail.

A la fabrication des Estafettes, des R 4 commerciales, les cadences ont encore augmenté: 160 Estafettes au lieu de 140. Sur les chaînes où la production baisse, on enlève des ouvriers et on file plusieurs postes à ceux qui restent.

- Le blocage des salaires.

Alors que l'INSEE évalue à 12,5% l'augmentation des salaires pour 73, à Chausson, ils n'ont augmenté que de 6,5%. Le salaire minimum ne dépasse pas 1.240 F mensuels.

Corr. Chausson-Gennevilliers

Peugeot (St Etienne)

A St-Etienne, Peugeot compte licencier 400 personnes (l'usine passerait de 1.000 à 600). Pour le moment, il n'y a pas de licenciements collectifs. Mais le patronat essaie de décourager les travailleurs: les ouvriers qui ont été combattifs l'année dernière sont sans cesse déplacés dans l'usine. Certains travailleurs sont mutés à Mulhouse. Dans le même temps, Peugeot se restructure: il accroît la production faite dans ses grosses usines et la diminue ici, préparant ainsi les licenciements.

Corr. St-Etienne

Les travailleurs n'ont pas attendu la fin des élections pour engager des luttes

tudor lille

st étienne

Dans la région de St-Etienne, les ouvriers de l'entreprise Chavanne-Delattre (filiale de Creusot-Loire) à St-Chamond, ont fait grève 12 jours pour 50 cts d'augmentation. Grève aussi pour les salaires chez Jacquemond à La Ricamarie. Chez Lejaby, les 180 ouvrières ont débrayé contre le licenciement d'une dizaine d'entre elles, accusées de ne pas faire le rendement. Chez Angénieux à St-Héand, les 700 ouvriers ont fait une série de débrayages à 80% pour 50 cts, des congés supplémentaires au titre de l'ancienneté, le 13ème mois pour tous.

strasbourg

Depuis mardi 14, 40 ouvriers et employés de SNEL-INOX à Schirmeck sont en grève et occupent l'usine pour obtenir :

- une augmentation de la prime de transport à 14 cts le km.
- une augmentation de salaire de 4%.
- une prime d'indemnité de déplacement.
- A Spiertz (usine de presses d'emboîtage) une grève à eu lieu le lundi 6 mai pendant 3 heures : 60% des ouvriers ont débrayé soient 250 à 300 ouvriers. 5 d'entre eux sont allés à la maison des syndicats et ont décidé de créer une section syndicale CGT qui aujourd'hui regroupe plus de 100 adhérents. Des cahiers de revendications circulent dans l'usine où figurent notamment :
- 1 F ou 12% d'augmentation
- le 13ème mois
- des bleus
- une prime de transport
- la 5ème semaine de congés payés

Le PCR (m-l) participe activement à ces actions. Le patron Ottawa n'a accordé que 6% d'augmentation au 1er juin prochain. Avec le syndicat, les ouvriers de Spiertz vont poursuivre la lutte.

coulliez-tourcoing

Coulliez-Deloutre, c'est la troisième entreprise lainière de Tourcoing. Elle emploie plus de 1500 ouvriers, répartis dans 3 divisions : matière, filature industrielle et mercerie-teinturerie. L'année dernière, une unité de filature moderne a été implantée. Aujourd'hui, la direction «restructure» l'entreprise, en ne gardant que les productions les plus rentables : les fils de grande série produits avec une nouvelle machine. Bilan : 300 licenciements avant l'été. Juste avant les vacances 73, les 120 emplois du peignage avaient été supprimés. En un an, c'est donc plus de 25% des emplois qui disparaissent dans cette entreprise.

Comme à Roubaix-Tourcoing, la situation de l'emploi n'est pas brillante. Après la filature de Favreuil, c'est Pollet, DMC, qui licencient, les travailleurs savent bien qu'ils auront le choix entre le chômage et le déclin. Belle perspective ! C'est pourquoi l'ensemble des syndicats déclarait, dès le 2 mai, rejeter tout licenciement, ce qui traduisait la volonté des travailleurs. Mais, les dirigeants syndicaux jugeant sans doute pas la période électorale favorable aux luttes, les débrayages et Assemblées Générales prévues la semaine dernière étaient remplacés par une réunion, au siège d'un syndicat, à 17h30 !

Les communistes du PCR (m-l), après un premier tract dénonçant les projets, non encore officiels, de licenciements, ont diffusé à nouveau, un appel aux travailleurs à engager la lutte contre tout licenciement en s'inspirant des exemples de Lip, Rateau, Baillou. Beaucoup d'ouvriers qui ne comprennent pas l'attentisme des syndicats (même quand on l'appelle respect de l'unité syndicale !), ont, par contre, dit de l'appel du PCR (m-l), c'est ce qu'il nous faut, des perspectives, des moyens d'action.

Non aux licenciements ! Non à la restructuration capitaliste ! Aux patrons de payer leur crise ! Correspondant Roubaix.

chaque heure en france, il disparaît 6 exploitations agricoles

Le 17 avril, G.L., ancien paysan, maintenant OS à 1.100F par mois, obtient en procès la SICADA, pour obtenir d'elle les indemnités qui lui sont dues. Qu'est-ce que la SICADA ? C'est une S.I.C.A. (société d'intérêt collectif agricole). Elle a officiellement pour but de donner plus de force aux paysans en les regroupant. Dans les faits, une S.I.C.A. est une sorte d'intermédiaire tout puissant qui impose ses prix, et face à laquelle, il n'y a pratiquement aucun recours pour un petit paysan isolé.

élevage, mais la maladie reprend à ses porcs et lui cause de nouvelles pertes. Il essaiera de faire du lait, mais, pris à la gorge par les emprunts, il devra quitter la terre et aller travailler en ville. Le jugement du procès intenté par G.L. à la SICADA, qui devait être rendu le 8, a été repoussé au 22, sans doute pour que cette affaire ne gêne pas le bon déroulement des élections dans la Somme...

La situation de G.L. n'est pas un cas isolé. C'est l'avenir proposé à la masse des paysans pauvres par le système capitaliste. En effet, face aux gros propriétaires qui ont les capitaux nécessaires pour monopoliser la production, et la distribution, les petits paysans sont poussés à la modernisation pour survivre.

Que signifie cette modernisation ? Certains ne peuvent même pas se moderniser et tentent de survivre avec peine. Les autres, qui ont au moins de quoi emprunter, ont dû perdre leurs illusions et se rendre compte que le seul résultat de leur travail acharné était un endettement toujours croissant, jusqu'à ce qu'ils soient obligés de quitter la terre.

L'épidémie de fièvre aphteuse, qui s'est déclarée début février en Bretagne, est venue confirmer cette triste réalité. Les petits éleveurs voient leur cheptel condamné à l'abattage et l'épidémie a signifié pour eux la ruine. Aujourd'hui, 6 exploitations agricoles disparaissent chaque heure. C'est là qu'on mesure toute l'hypocrisie de Giscard qui, lors

Depuis 26 ans, les sionistes contraignent à l'exil, emprisonnent, torturent, assassinent des centaines de milliers de Palestiniens. Depuis 26 ans, la propagande sioniste, dans le monde entier, veut faire passer le blanc pour le noir, des nazis sionistes pour des victimes. Mais depuis quelques années, le peuple palestinien s'est engagé dans la voie qui le mènera à la libération de sa patrie, celle de la guerre populaire. Cette année encore, le 15 mai, pour l'anniversaire de l'état sioniste, il en a fourni la preuve éclatante.

26 ANS D'ISRAËL

26 ANS DE CRIMES SIONISTES

quelques mensonges de la propagande sioniste

NON, «ISRAËL», CE N'EST PAS DEUX MILLIONS ET DEMI DE JUIFS MENACÉS PAR CENT MILLIONS D'ARABES.

De toutes façons, quelles qu'en soient les raisons, voilà la situation aujourd'hui, disent les sionistes qui se veulent éclairés : «Israël», est bien obligé de se défendre contre l'agression barbare des arabes». En fait d'agression arabe, déployons une carte de la Palestine :

* 15 mai 1948, plan de partage de l'ONU : «Israël» occupe 15000 km2 de la Palestine, 400.000 réfugiés palestiniens sont obligés de s'exiler.

* 16 novembre 1948 : «Israël» occupe 21.000 km2, 350.000 nouveaux réfugiés.

* juin 1967 : «Israël» occupe toute la Palestine (26.000 km2), le Sinaï égyptien et le Golan syrien, 410.000 nouveaux réfugiés...

Et ce n'est pas fini : ce n'est pas nous qui le disons, c'est Dayan lui-même, le 15 juillet 1968 : «mes pères sont arrivés aux frontières de 48. Mais la génération de la guerre des 6 jours est arrivée à Suez, en Jordanie et au plateau du Golan. Et ce n'est pas encore la fin. Il y aura de nouvelles lignes de cessez-le-feu, autres que celles qui ont été dernièrement fixées, et qui s'étendront à travers la Jordanie, allant peut-être jusqu'au Liban, jusqu'en Syrie...» Alors, honnêtement, qui sont donc les agresseurs ? Les sionistes.

Et qu'ils ne viennent pas nous parler de soi-disant crimes arabes, car nous leur rappelleront sur combien de cadavres ils ont construit leur état. Et en particulier, leur méthode favorite : investir un village, rassembler toute la population, hommes, femmes, enfants, les massacrer sans pitié et raser le village. La liste de ces villages martyrs est inépuisable :

- 9 avril 48, Deir Yassin : 250 morts

- 11 octobre 53, Quibya : 75 morts

- 28 mars 54, Nahhalin : 14 morts

- 31 octobre 55, Khan Younes : 46 morts

- 11 décembre 55, El Butehia : 50 morts

- 10 octobre 56, Qualqilya : 48 morts

- 19 octobre 56, Kafr Quasem : 51 morts

- 13 novembre 66, Sammu : 18 morts...

Ces sionistes, qui n'ont vraiment rien

à envier aux nazis, prétendent que «les arabes veulent jeter les juifs à la mer». Quel culot, quand Weizmann, le père du sionisme, écrit lui-même : «Qu'en est-il des arabes ? Ils n'ont aucune importance». Alors que le Conseil National Palestinien déclarait, lui, dans une résolution du 28 février 1971, que «la lutte armée palestinienne n'est pas une lutte raciste ou religieuse dirigée contre les juifs. C'est pourquoi l'état futur de la Palestine, libérée du colonialisme sioniste, est un Etat Palestinien Démocratique, où tous ceux qui désirent y vivre en paix jouissent des mêmes droits». POUR METTRE FIN AUX CRIMES SIONISTES. LE PEUPLE PALESTINIEN N'A QU'UNE SEULE SOLUTION, LA GUERRE POPULAIRE.

NON, IL N'Y A PAS UN CAMP ARABE SOUTENU PAR L'U.R.S.S., OPPOSE A UN CAMP ISRAËLIEN SOUTENU PAR LES ETATS UNIS.

Ce qui est vrai, c'est qu'«Israël» est bien la principale tête de pont de l'impérialisme US au Moyen-Orient, c'est même pour remplir ce rôle qu'il a été créé, le 15 mai 1948, après de multiples manœuvres américaines à l'ONU. C'est du reste ce que reconnaissent Ben Gourion en remerciant le président US Truman : «les fonctions de chef de file que le gouvernement américain a assumées ont rendu possible la création de l'état juif». D'autres peuples, s'il en est besoin, l'aide immense reçue par l'état sioniste venant principalement des USA : jusqu'à la guerre de 67, «Israël» avait ainsi reçu 7 milliards de dollars. Avec une population plus de 200 fois plus nombreuse, l'Europe avait touché moins du double (13 milliards) dans le cadre du plan Marshall ! Autre preuve, la quantité fabuleuse d'armes et de munitions livrées par les USA à «Israël».

Quant à l'Union Soviétique, peut-on la ranger parmi les amis des peuples arabes ? Elle qui trafique de plus en plus sur le pétrole arabe, et a profité de la guerre d'octobre pour intensifier ce trafic en fournissant des armes contre du pétrole. Elle qui fournit chaque année à «Israël» 30.000 soldats nouveaux, des juifs soviétiques qui émigrent. Drôle d'amis des peuples arabes, qui reconnaît d'autre part, le droit à l'existence de leur ennemi, l'état d'«Israël», donc le droit pour les

sionistes de chasser définitivement des centaines de milliers de palestiniens hors de chez eux. Le social-impérialisme soviétique, tout comme l'impérialisme US, n'est qu'un ennemi des peuples arabes. Les 2 super-puissances se disputent en réalité le partage du Moyen-Orient. En 1914, le chef sioniste Weizmann proposait ses services aux impérialistes britanniques : «il serait possible de rassembler, dans les 30 années à venir, un million de juifs qui constitueraient les gardiens attentifs du canal de Suez». Aujourd'hui, l'impérialisme britannique a cédé la place à ses compères américains, qui se disputent avec les soviétiques, et à côté du canal de Suez, on a découvert d'immenses réserves de pétrole. Mais les services rendus par les sionistes restent les mêmes. Cette bagarre de brigands n'est pas celle des peuples arabes. A ces brigands, le Fath répond : «IL N'Y AURA ENTRE NOUS ET LES GRANDES PUISSANCES, QUI S'OBSTINENT A VOULOIR DOMINER LE MONDE, QU'UN SEUL LANGAGE POSSIBLE, CELUI DES BALLEES ET DES OBUS».

Nicolas GUILLOT.

NON, LA PALESTINE N'ETAIT PAS UNE TERRE SANS PEUPLE POUR UN PEUPLE SANS TERRE.

«Les juifs ont bien le droit de vivre en paix quelque part» disent les sionistes faisant allusion aux pogroms de la Russie des tsars et à l'extermination de millions de juifs dans les camps nazis. Oui, les juifs ont été victimes de persécutions sanglantes, mais à qui la faute ? Certainement pas aux Arabes palestiniens qui vivaient depuis des siècles en bonne entente, juifs, musulmans et chrétiens mêlés. Non, les responsables, ce sont les féodaux tsaristes, les fascistes nazis, toutes les classes réactionnaires qui ont toujours intérêt à diviser ceux qui les oppriment. Et, comme par hasard, certains qui se font aujourd'hui les défenseurs du sionisme étaient hier les champions de l'antisémitisme, à l'image du kollabo Tixier-Vignancourt. En tout cas, pour les juifs persécutés, la solution n'est pas d'aller, à leur tour persécuter les Palestiniens, mais plutôt celle qu'ont choisie certains juifs en s'engageant dans la Résistance, aux côtés de leurs compatriotes.

Mais rétorquent les sionistes, «les juifs ne sont pas chez eux en Europe, par contre la Palestine est leur patrie : ils y

étaient il y a 2000 ans». Allons donc, les barons Rothschild, qui lancent tant d'appels à rejoindre «Israël» éprouvent-ils le besoin d'y aller eux-mêmes ? Ils se sentent tout-à-fait à l'aise dans les pays capitalistes d'Europe. Quant à l'argument «historique»... imagine-t-on, par exemple des centaines de milliers de Québécois débarquer en Normandie, d'où sont originaires leurs ancêtres, et revendiquer les terres des dits ancêtres !

Aucun rapport, prétendent alors les sionistes, puisque «la Palestine était un désert où erraient quelques nomades». Curieux désert, en réalité d'où ont dû fuir plus d'un million de Palestiniens. Curieux nomades qui exportaient déjà, avant guerre, des oranges de Jaffa et des céréales du Néguev... La vérité, c'est que LA PALESTINE N'APPARTIENT QU'ÀUX PALESTINIENS et que le mythe d'«Israël», patrie de tous les juifs a été créé de toutes pièces. D'ailleurs, ce mythe n'a pas beaucoup de succès puisque 17% seulement des juifs du monde entier ont jugé bon de rejoindre la Palestine... Heureusement, car sinon, la Palestine entière n'y aurait pas suffi !

LE PEUPLE PALESTINIEN VAINCRA!

GUERRE POPULAIRE EN PALESTINE OCCUPÉE

«Encadrer les masses dans les territoires occupés et les armer pour développer leur capacité combative contre le terrorisme sioniste». (extrait du programme de l'O.L.P., janvier 1973).

Toujours avide de sang à la une, la presse bourgeoise, le 15 mai, a mis en avant l'action menée à Maalot par des fedayin. Mais qui a parlé des multiples actions menées ce même jour, 26e anniversaire de l'Etat sioniste, par le peuple palestinien qui affirme ainsi sa volonté de libérer tout son territoire ? Explosions à Haïfa, dans un complexe pétrolier qui a pris feu, à Jérusalem, Mshereh, Masconia (sans parler d'autres engins découverts par les sionistes), attaque d'un convoi armé à Maharia et au village d'Assuta. Ce jour-là s'est manifesté avec éclat le fait politique le plus important du Moyen-Orient depuis la guerre d'Octobre : la prise en main directe, par les masses de

la lutte armée contre l'occupant sioniste. Cette action se fonde sur un travail politique de masse effectué par les cadres qui ont pénétré massivement en territoire occupé à l'occasion de la guerre d'Octobre. On se souvient des grèves et du boycottage unanimes qui ont contribué, en octobre, à désorganiser les arrières des troupes sionistes, et qui se sont poursuivis par la suite pendant des semaines. A l'heure actuelle, chaque jour, des casernes et des convois militaires sont attaqués ; des installations pétrolières, des usines sautent et flambent ; les «bureaux de travail» et le siège de la «centrale syndicale» Histadruth, organismes d'exploitation des travailleurs arabes sont particulièrement visés. L'insécurité règne dans les transports en commun. Quand bien même ils n'ont rien pour se battre, les palestiniens trouvent de quoi : un bout de fil de cuivre

jeté sur une ligne à haute tension et c'est le court-circuit pour toute une zone, un coup porté à l'ennemi. A Toubas, près de Naplouse, une patrouille sioniste, voici quelques temps, attaquée, a fait feu sur un ennemi qui s'est évanoui dans le quartier : les enfants de la ville !

Les bombardements du Liban au cours de l'agression sioniste, où les avions ne font pas de distinction entre libanais et palestiniens ne font, par ailleurs, que renforcer l'unité de combat entre les deux peuples, comme en témoignent les manifestations, à Baalbeck et Nabatieh, de milliers de paysans en armes qui ont proclamé : «Le Sud-Liban, c'est le Nord de la Palestine !». Ce n'est pas les sionistes et leurs maîtres yankees, c'est les masses palestiniennes et arabes qui décident du sort du Moyen-Orient.

Jean Lermet.

MAALOT : AU BENEFICE

Sur le plan international, le résultat de l'action de Maalot saute aux yeux : la Résistance des peuples qui la soutiennent ; en cachant les crimes que le sionisme multiplie dans la dernière période ; en éclipsant les actions quotidiennes par lesquelles les masses de Palestine occupée portent des coups durs à l'Etat sioniste. Mais pour la juger, c'est principalement son sens sur le terrain qu'il faut examiner.

Tous les jours, l'armée, les installations sionistes, les kollabos, sont frappés par les masses qui affaiblissent ainsi l'adversaire et accumulent des forces. Maalot, c'est autre chose : une prise d'otages planifiée en vue d'obliger les sionistes à négocier. De deux choses l'une : ou bien la négociation aurait lieu - et cela aurait permis de prétendre que le «dialogue» avec

l'ennemi est possible : ou bien, comme ce fut le cas, elle échouerait - et l'idée qui s'en était dressée est que le rapport de force est trop défavorable, que la lutte est inutile... et en fin de compte, là aussi, qu'il vaut mieux «dialoguer». Derrière l'aventurisme qui saute aux yeux se cache la capitulation. Voilà qui ne doit pas étonner, venant du FDPLP qui a organisé et assumé seul l'opération de Maalot, sans que l'Organisation de Libération de la Palestine (qui rassemble toutes les organisations de la Résistance) ne la prenne à son compte. C'est en effet Nayef Hawatmeh, principal dirigeant de cette organisation, qui accordait, voici quelques semaines, à un journal sioniste, une interview où il s'adressait à un prétendu «peuple israélien»

BOMBARDEMENTS SAUVAGES AU LIBAN

CES JOUETS ? DES BOMBES ISRAËLIENNES



photo tirée de « l'orient le jour »

A Paris, en l'espace de quelques jours, un commando de quelques dizaines de nervis sionistes masqués s'en est pris à la maison du Liban, au CILA et aux lycées de Balzac. Barres de fer, bombes incendiaires, liquide corrosif : à chaque fois, plusieurs blessés victimes de ces attaques. A l'heure où Giscard d'Estaing,

Ce qui soulève le cœur, c'est que personne n'a trouvé, dans la presse, d'accents d'indignation pour parler des bombardements massifs du Liban, par l'aviation sioniste, qui se poursuivent depuis deux semaines, bien avant l'action de Maalot : camps peuplés et HLM bombardés et mitraillés ; écoles systématiquement visées ; hôpital bombardé à Ain Héloué ; une ambulance brûlée avec ses occupants. Et comme les yankees au Vietnam, les sionistes ont eu ce procédé ignoble : larguer des bombes à retardement camouflées en jouets ! Cinquante morts au moins, plus de 150 blessés en deux jours.

Lundi encore, on apprend que le camp de Rachidieh, où vivent 12.000 Palestiniens, a encore été bombardé pendant trois quart d'heure par la marine sioniste ; bilan 5 morts (dont une femme) et 12 blessés (dont 5 femmes). Pour tuer de loin, avec tous les raffinements modernes de la

technique, les pilotes sionistes en sont-ils moins des assassins ? Et comment mieux clouer au pilori les «bonnes âmes» insensibles aux crimes sionistes que le poète Salem Fahren «A Sartre» :

«Si on égorge un enfant Et que ses bourreaux jettent son cadavre Dans la boue Te mettras-tu en colère Que diras-tu ?

Je suis Palestinien Je suis égorgé chaque année Chaque jour Chaque heure Viens Observe bien la barbarie Dans toute sa minutie Bien des spectacles Et le moindre C'est que mon sang coule... coule

Parle Pourquoi es-tu devenu insensible ? N'as-tu donc rien à dire ? ».

GOLDA MEIR MENT ! L'action de Maalot a donné lieu à une campagne sioniste hystérique. Passons sur le fait que les otages présentés comme des enfants, étaient en réalité des Gdnas, jeunes gens de 15 à 18 ans des familles d'officiers sionistes qui se préparent à leur tour à exercer le métier des armes. Ce que l'action de Maalot a surtout montré une fois de plus, c'est le refus des sionistes de toute négociation avec le peuple palestinien, leur utilisation des prétendues négociations dans le seul but de préparer l'assaut. Golda Meir a été prise au piège de son propre mensonge. Ecoutons-la : «Nous avions décidé... de libérer les 23 détenus... Mais le mot de passe qui devait permettre aux ambassadeurs (de France et de Roumanie) d'entrer en contact avec les fedayin n'est pas venu, et il n'y a pas eu de négociations». Et voyons maintenant la mise au point de l'ambassadeur de France : «Vers 14 h, l'ambassade de France en Israël transitait au ministre israélien des affaires étrangères les conditions des fedayin (...). Je ne recevrai le mot de passe me permettant de négocier avec les fedayin qu'après que les prisonniers (...) auraient été libérés et seraient arrivés à Damas (...) C'est à 17 h qu'un hélicoptère me dépose à Maalot où un officier supérieur me demande aussitôt si j'avais le mot de passe. Je réponds que je ne pouvais avoir ce code puisque ce mot ne me serait transmis qu'après l'arrivée des détenus à Damas (...) En fait, quelques minutes plus tard, j'ai entendu des rumeurs et des explosions vers 17 h 30. A 18 h, tout était fini». Golda Meir peut bien mentir : les sionistes n'ont jamais voulu libérer les prisonniers, ils ont toujours voulu donner l'assaut.

un
reportage
exclusif
de
front rouge

LE PORTUGAL APRES LA CHUTE DU FASCISME

«Pour moi, Spinoza reste un nazi, un assassin, mais pour beaucoup d'officiers et pour les capitaines, il représentait l'assurance que nous serions soutenus par une fraction de la bourgeoisie, en particulier par Champalimaud, un des plus gros capitalistes du Portugal et du monde ; tout le monde sait, chez nous, les liens qui unissent Champalimaud à Spinoza, que la femme de Spinoza a de nombreuses actions dans les sociétés de ce monsieur. Notre mouvement n'avait pas de liens organiques avec le peuple portugais et nous avons été très surpris de la violence avec laquelle le peuple nous a soutenus ; beaucoup de gens sans arme ont participé à la chasse aux «PIDE» alors que ces derniers étaient armés. Certains officiers et capitaines soutiendront les ouvriers en grève, mais pas tous, car la bourgeoisie commence à prendre peur devant l'ampleur du mouvement populaire ; en tout cas, moi je les soutiens ! Il faut que la guerre finisse, même si ça doit coûter cher à la bourgeoisie : les gens continuent à mourir. Il faut lutter ici au Portugal pour accélérer les négociations avec les mouvements de libération. C'est ce que je pense et beaucoup avec moi...» Un jeune officier, parmi les plus progressistes du Mouvement des Forces Armées, m'a ainsi décrit assez justement les rapports entre les officiers révoltés, la bourgeoisie et les masses. Né des contradictions graves engendrées principalement par la guerre coloniale, un mouvement de jeunes officiers, pour beaucoup intellectuels du contingent, liés pour quelques-uns à certains partis démocratiques et à une aile dite «libérale» qui s'écartait du régime Caetano, a jeté bas l'édifice vermoulu du fascisme. Manquant de liens avec le prolétariat et les larges masses populaires, ce mouvement a tiré les marrons du feu pour une fraction de la grande bourgeoisie qui prévoyait la faillite du régime Caetano et avait trouvé son héros en la personne de Spinoza. Mais la vague de fond du mouvement populaire, libérée par la chute du fascisme, cause à la bourgeoisie de graves difficultés, qu'elle tente de résoudre en faisant appel aux révisionnistes et réformistes du P«C»P et du PS. Au cœur des contradictions qui secouent la société portugaise, la guerre coloniale en Angola, au Mozambique et en Guinée Bissau.

la guerre coloniale et son avenir

Désespérés, harassés par les coups de plus en plus durs qui leur étaient portés par le P.A.I.G.C., le M.P.L.A. et l'UNITA, le FRELIMO, les soldats de la troupe coloniale participaient de moins en moins activement à l'effort de guerre colonial-fasciste. «Nous ne voulions plus obéir, me dit un jeune soldat ; on ne voyait pas ce qu'on faisait là, ni pour qui on se battait ; en tous les cas, pas pour nous : je suis paysan et depuis que je suis parti, la ferme va à vau l'eau, c'est la misère à la maison. Les officiers ne s'imposaient que par la peur ou le mensonge, rien n'allait plus. Certains d'entre nous se faisaient porter malades, ou se blessaient volontairement ; au combat, les capitaines et autres étaient planqués, c'était toujours nous en première ligne ; ça n'empêchait pas les officiers d'être touchés aussi. Beaucoup de copains qui partaient en permission dans la métropole, on ne les voyait pas revenir. Alors, on a commencé à comprendre qu'on n'avait rien à faire ici, qu'à défendre les

intérêts des gros colons ou des bourgeois portugais ; les razzias que les officiers nous faisaient faire dans les villages africains (on mitraillait tout, on brûlait les maisons), c'était ignoble et beaucoup ne voulaient pas le faire ; de plus les paysans — ceux qu'on n'avait pas mis dans des camps de concentration —, rejoignaient la guerrilla et après, on prenait des coups encore plus durs ! Aujourd'hui je pense qu'il faut tout de suite finir cette guerre, qu'on n'a rien à faire là-bas. Si jamais ils veulent me faire repartir, je déserte. Mon pays c'est le Portugal, c'est là que je veux vivre».

Renverser Caetano pour mettre fin à la guerre

C'est parce qu'il était de plus en plus évident pour le plus grand nombre de soldats et d'officiers qu'il était impossible militairement de gagner la guerre que le «Mouvement des Forces Armées» s'est constitué, qu'il a organisé le soulèvement du 25 avril et qu'il a réussi. Dans le même temps, le groupe Champalimaud, depuis 4 ou 5

également. Quant aux îles du Cap-Vert, les récentes manifestations à Sao-Vicente et à Santiago montrent avec évidence la mobilisation populaire autour des mots d'ordre du PAIGC (assaut contre les bâtiments de la PIDE, liquidation d'agents du colonialisme, banderoles de soutien au PAIGC, manifestations pour la libération des prisonniers politiques...). D'autre part, la République de Guinée-Bissau a été reconnue par plus de 60 Etats. La tentative de la bourgeoisie portugaise de susciter des mouvements fantoches semble avoir avorté. Il serait très difficile au gouvernement provisoire de refuser la négociation sur la base politique affirmée par le PAIGC d'indépendance inconditionnelle et totale. En Angola et au Mozambique, où les intérêts économiques portugais et impérialistes en général sont beaucoup plus considérables, les mouvements de libération, qui se développent pourtant impétueusement, n'ont pas encore atteint la même étape. Les centaines de milliers de colons blancs permettent

bourgeoise portugaise. Ou bien l'on montre clairement la solidarité de lutte entre les peuples des colonies et le peuple portugais, l'immense contribution des peuples des colonies à la chute du fascisme ; on organise le soutien des masses portugaises à leur lutte pour l'indépendance ; telle n'est pas la voie prise par les révisionnistes. Telle est la voie révolutionnaire.

arracher les racines du fascisme

Liquider la clique Caetano pour mettre en place la solution néo-coloniale, ce n'était plus possible au Portugal, étant donné l'isolement du régime fasciste, sans renverser le régime lui-même. Dissolution et arrestation de la PIDE, destitution des généraux, dissolution du «parti unique», libération des prisonniers politiques, libertés



Extirper les racines du fascisme : les masses ont découvert un véhicule de la PIDE.

ans, et même certains technocrates du groupe rival de la C.U.F. (Companhia União Fabril) principal pilier pourtant du régime fasciste, estimaient que la guerre devenait ruineuse, qu'il était plus avantageux de développer l'industrie au Portugal, d'installer des fantoches noirs aux colonies, de se lier enfin au Marché Commun. Spinoza, dans «Le Portugal et son avenir» s'était fait le défenseur de cette solution néo-coloniale, Spinoza, l'homme de la «Guinée meilleure» dont la politique coloniale avait été faite de bombardements au napalm et de massacres de populations, alliés à la plus basse démagogie : le gouvernement Caetano avait eu tout le temps de montrer qu'il était incapable de mettre en œuvre cette «nouvelle» politique. Il fallait qu'il tombe. En ce sens la révolte des officiers était bien venue.

Tentatives de solutions néo-coloniales : Aujourd'hui le problème colonial reste pour la bourgeoisie portugaise, son président Spinoza et son gouvernement provisoire, le problème fondamental à résoudre. Selon les rapports de forces, la bourgeoisie portugaise va tenter d'appliquer des solutions différentes à chacune des colonies.

En Guinée-Bissau, les camps portugais sont encerclés par les F.A.R.P. (Forces Armées Révolutionnaires du Peuple), Bissau la capitale de la Guinée

de faire peser la menace d'une «secession» conduisant à des régimes racistes «indépendants» avec le soutien de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud qui interviennent déjà militairement. La bourgeoisie portugaise suscite à qui mieux mieux des mouvements «démocratiques» fantoches, comme ce GUMO du Mozambique, instrument de Jardim, l'homme de paille de Champalimaud : rien qu'en Angola on en compte déjà vingt deux ! L'impérialisme U.S. de son côté pourrait être tenté de rééditer l'opération du Congo en 1969 : la lutte sera encore longue et difficile ; la guerre n'est pas près de finir.

Quel rôle jouera dans cette situation le peuple portugais ? Déjà, les jeunes ouvriers, paysans, étudiants ont obtenu l'amnistie pour fait de désertion ; ils luttent pour que la guerre cesse totalement, pour le retour des soldats, pour l'arrêt des embarquements pour les colonies. L'attitude des révisionnistes du P«C»P, est des plus suspecte. Le premier mai, devant des centaines de milliers de Portugais, attendant impatiemment une prise de position claire sur la question coloniale, Alvaro Cunhal s'est limité à dire : «mettre fin à la guerre». De deux choses l'une : ou bien, comme le P«C»P, on appelle les masses à faire confiance au gouvernement provisoire pour résoudre la question, et on se soumet ainsi aux décisions de la

syndicales et politiques : les acquis sont immenses pour le peuple après cinquante années de nuit. Mais l'appareil d'Etat bourgeois reste en place pour l'essentiel, la télévision fait de la publicité pour le GNR (équivalent des CRS) : «Le GNR protège les citoyens». Les forces d'intervention spéciales ont été dissoutes mais les réactions dans les cafés montrent que le peuple a conscience que l'appareil de répression est toujours là. La presse bourgeoise bien que donnant plus d'informations (sur les grèves, sur la position des mouvements de libération) s'est bien gardée de souligner le rôle effectif de la PIDE-DGS, soutien des intérêts des monopoles, instaurateur d'un régime de terreur au profit de la bourgeoisie portugaise. L'armée a laissé la vie sauve aux agents de la PIDE barricadés dans leurs locaux à condition qu'ils ne détériorent pas les dossiers des militants politiques : sinistre précaution !

Une vague de fond populaire. Mais le peuple est entré avec force dans la lutte pour la liquidation totale de l'appareil fasciste. Les militants arrêtés et torturés par la PIDE participent activement à la recherche des éléments fascistes qui se terrent devant la juste colère des masses. Une femme raconte : «dans mon quartier,

un PIDE s'est caché et a laissé sa femme ; un jour nous le coincerons et il paiera pour tous ceux des nôtres qui sont morts ou ont été torturés. Dans le local de la PIDE il y a des photos d'une enfant torturée : tu peux voir les traces de coups sur sa tête, son visage : en dessous tu peux lire ce que les chiens ont écrit : «cette enfant après avoir été torturée pendant deux heures et demie nous a dit où se cachait son père». Ces porcs ne méritent qu'une chose : la mort !» Cette colère implacable, ce désir violent d'en finir, on le sent partout, aux PTT où le directeur s'est fait jeter à la porte sous la protection des Forces Armées et où les travailleurs ont accroché une banderole : «pas de PIDE aux PTT» ; chez les dockers où les gars me disent : «Tu vois cette société, la sonotra ; tous les chefs étaient de mèche avec les fascistes, un jour prochain nous les pendrons !».

Ce sentiment qu'on retrouve partout dans les masses commence à effrayer sérieusement la bourgeoisie qui voit les travailleurs réclamer avec fougue le vidage de tous les patrons, cadres et chefs de file qui ont collaboré avec le fascisme. Et dans les commissions ad hoc constituées par les ouvriers dans les usines, un point fondamental revient toujours dans les cahiers de revendications : la liquidation et le jugement des collaborateurs du fascisme.

Embarras de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, devant les grèves qui s'étendent partout, devant les revendications des travailleurs de toutes les industries, lourde, chimique, chemins de fer, filatures, pêche, mines, la bourgeoisie dispose de plusieurs tactiques : ainsi, le gouvernement provisoire préconise : «l'établissement du régime de la participation dans la vie des entreprises» afin de détourner les travailleurs de leurs objectifs de lutte. Les révisionnistes, naturellement, constituent les plus précieux auxiliaires de ces tentatives démagogiques. A la télévision un pont de P«C»P a déclaré : «qu'il n'est pas nécessaire de faire des grèves et que les exigences des travailleurs pourraient conduire le pays au chaos et à contre-révolution».

Devant l'ampleur du mouvement de masse, il se pourrait que la bourgeoisie tente d'utiliser la force pour que tout rentre dans l'ordre. Déjà autour des usines on voit circuler des GNR qui sont là «pour éviter des violences». Mais les travailleurs occupent leurs usines et tiennent des assemblées exigeant des conditions de travail meilleures (cadences, brimades, etc...) et des salaires décentes : 6000 escudos (1200 F). Dans un pays où, des décennies durant, la bourgeoisie et son état se sont confondus avec le fascisme, la volonté des masses d'aller jusqu'au bout dans la liquidation du fascisme pose directement la question de la révolution socialiste.

Comme le disait un docker : «Nous sommes dans la misère, beaucoup sont au chômage (il n'y a pas d'allocation chômage) ; nous ne laisserons pas les vendus détourner les luttes que nous menons. Selon une lettre que je reçois aujourd'hui, «la bataille pour le contrôle des sections syndicales est engagée partout entre les révisionnistes et les réformistes, et les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière». C'est là que se forge l'avenir du Portugal.

Tobias Engel

Tous droits de reproduction autorisés, avec la mention «Reportage Front Rouge, B.P. 464.75065 Paris CEDEX 02».